



Bruxelles, le 14 octobre 2015
(OR. en)

12910/15

COPEN 267
EUROJUST 176
EJN 85

NOTE

Origine:	M. Anders Ahnlid, Ambassadeur, Représentation permanente de la Suède auprès de l'Union européenne
en date du:	21 août 2015
Destinataire:	Mme Christine Roger, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire - Notification faite par la Suède

Madame,

Au nom du gouvernement suédois, je vous transmets par la présente les documents relatifs à la mise en œuvre par la Suède de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire.

La Suède entend compléter ces informations et communiquera ultérieurement à cet effet les données détaillées du procureur général compétent.

(formule de politesse)

(s.) Anders Ahnlid

Notification des mesures nationales par lesquelles la Suède s'acquitte des obligations qui lui incombent dans l'Union européenne

La Suède a mis en œuvre la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire (la décision-cadre).

En vertu de l'**article 27, paragraphe 2**, de la décision-cadre, les États membres doivent communiquer au Conseil et à la Commission le texte des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de la décision-cadre. La décision-cadre a été mise en œuvre en Suède par la loi et le décret sur la reconnaissance et le suivi des décisions relatives à des mesures de contrôle dans l'Union européenne ainsi que par certaines modifications apportées en conséquence à d'autres lois et décrets (voir les annexes). La nouvelle loi et le nouveau décret ainsi que les modifications connexes apportées en conséquence entreront en vigueur le 1^{er} août 2015.

Ces textes sont communiqués à la Commission au moyen de la base de données d'exécution MNE (mesures nationales d'exécution).

En outre, la Suède transmet par la présente les notification et déclaration ci-après conformément à la décision-cadre.

Notification en vertu de l'article 6, paragraphe 1

En vertu de l'**article 6, paragraphe 1**, de la décision-cadre, le secrétariat général du Conseil est informé par la présente de ce qui suit.

L'autorité suédoise chargée des poursuites est l'autorité compétente conformément à la décision-cadre, lorsque la Suède est l'État d'émission ou l'État d'exécution. L'autorité suédoise chargée de la criminalité économique et les juridictions de droit commun sont également des autorités compétentes lorsque la Suède est l'État d'émission. La notification relative à la compétence des juridictions de droit commun concerne uniquement la capacité de prendre des décisions relatives à des mesures de contrôle et certaines décisions connexes.

Déclaration en vertu de l'article 9, paragraphe 4, et déclaration en vertu de l'article 24

En vertu de l'**article 9, paragraphe 4**, il est précisé que la Suède peut reconnaître et suivre une décision relative à des mesures de contrôle concernant un suspect qui n'a pas sa résidence habituelle en Suède si cette personne entretient d'autres liens étroits avec la Suède et s'il convient que la décision fasse l'objet d'un suivi dans ce pays.

En vertu de l'**article 24** de la décision-cadre, il est précisé que la Suède accepte les traductions du certificat en suédois, en danois, en norvégien et en anglais.
